

Le jobsdeal devra créer bien plus de jobs pour faire recette

Les rentrées fiscales promises par le jobsdeal ne deviendront réalité qu'à la condition que cet accord conclu au sein du gouvernement fédéral ne débouche l'an prochain sur la création de presque deux fois plus d'emplois que ce qui a été prévu.

Dans ses projections, le gouvernement table sur un retour fiscal de l'ordre de 505 millions d'euros en 2019, grâce aux 12.500 jobs qui seraient générés – toujours selon les chiffres du gouvernement – via cet accord. Mais selon nos calculs, il faudrait presque deux fois plus d'emplois créés que ces 12.500 pour aboutir à un tel retour.

Le retour fiscal issu de la création de ces 12.500 emplois provient des économies réalisées en termes d'allocations de chômage et des recettes fiscales et autres cotisations

Les 12.500 emplois escomptés ne suffiront pas pour générer le retour fiscal prévu.

sociales prélevées auprès des nouveaux travailleurs. Le tout dans le

tout, une personne remise à l'emploi rapporte quelque 40.400 euros par an au Trésor. Mais les 12.500 emplois escomptés par le gouvernement au travers du jobsdeal ne seront pas créés en un jour. Si l'on part de l'hypothèse que la création de ces 12.500 jobs sera répartie tout au long de l'année 2019, le gain pour le Trésor s'en ressent fortement. Les rentrées nettes sur l'année, selon nos calculs, s'élèveraient à 270 millions d'euros.

Au cabinet du ministre de l'Emploi Kris Peeters, on explique que ces 12.500 emplois doivent être entendus comme 12.500 équivalents temps plein sur toute l'année, et qu'il faut donc considérer que la relative faiblesse de la création d'emplois en début d'année sera compensée par des créations d'emplois nettement plus élevées en fin d'année. En termes de jobs effectifs, cela signifie, selon nos calculs qu'il faudra avoir créé 23.000 jobs au total sur l'ensemble de l'année pour atteindre l'objectif budgétaire.

TOBE STEEL

Pourquoi le jobsdeal crispe autant les syndicats

LE RÉSUMÉ NATHALIE BAMPIS

Le jobsdeal inscrit dans le budget du gouvernement fédéral a été inspiré de propositions des partenaires sociaux.

Et pourtant, il fâche les syndicats. Les 28 mesures s'écartent parfois fortement des propositions du G10. Et n'en reprennent que quelques-unes.

Ils l'avaient négocié avec le gouvernement, ce jobsdeal. Le 18 juin dernier, le Premier ministre recevait en effet le Groupe des dix au Lambertmont. Objectif: mettre les partenaires sociaux au boulot pour aider le gouvernement à trouver des solutions contre le problème des pénuries de main-d'œuvre.

Les syndicats et les patrons, invités ensemble dans les salons de Charles Michel, c'est le genre de rendez-vous qui n'a pas eu lieu très sou-

vent durant cette législature. Et pourtant, le message était positif. On va se retrousser les manches, on va trouver des solutions.

Un mois plus tard, le G10 est revenu auprès de Charles Michel avec un avis unanime de deux pages. La

liste de leurs pistes. Déposé sur la table du gouvernement, celui-ci a promis de s'en inspirer pour boucler son jobsdeal. Il y a pile une semaine, avant de conclure son accord, le Premier ministre recevait une dernière fois les partenaires sociaux. Alors,

que s'est-il passé pour que les syndicats hurlent de fureur en prenant connaissance des 28 mesures inscrites dans ce Pacte pour l'emploi? Qu'est ce qui a changé?

«Une série d'idées que l'on a émises ont bien été reprises, nous dit Pieter Timmermans, l'administrateur-délégué de la Fédération des entreprises de Belgique, inquiet face à la réaction à chaud des syndicats. Je regrette profondément cette réaction. Les entreprises créent de l'emploi, et que veulent-ils faire? Faire grève chez ceux qui, justement, peuvent offrir un job et améliorer le pouvoir d'achat? C'est scier la branche sur laquelle ils sont assis...»

Ce n'était pas sur la table

Mais Pieter Timmermans admet aussi que certains points ne se trouvaient pas dans la liste du G10, qui se voulait la synthèse d'une position commune «minimale». Un texte dont l'accouchement avait déjà été difficile en raison du timing serré. *«Les syndicats voulaient consulter leurs instances, mais il aurait fallu deux mois de plus, ce n'était pas possible...»*

Réformer les barèmes salariaux, accentuer la dégressivité des allocations de chômage, Pieter Timmermans confirme donc que ce n'était pas sur la table. Mais que cela se retrouve dans le jobsdeal ne l'étonne pas. *«C'était déjà dans l'accord de gou-*

vernement de 2014. C'était connu. Et ces systèmes, ils sont en vigueur dans d'autres pays, comme les Scandinaves, que l'on prend toujours comme référence. Pourquoi la Belgique ferait-elle exception? Chez eux, cela marche, le taux d'emploi est nettement plus élevé...»

La FGIB promet déjà de mettre le feu à la rentrée. Marie-Hélène Ska, la secrétaire générale de la CSC, ne rentre pas dans le même registre guerrier, mais se dit tout aussi déçue. Et signale que seuls deux ou trois points de l'accord du G10 ont été repris. *«C'est très loin de l'ambition annoncée. Et ce ne sont pas ces points, comme l'inscription rapide au chômage, qui vont améliorer le problème des pénuries, dit-elle. Nous avons fait le lien avec la formation initiale, la mobilité. Les métiers en tension, ce sont les métiers des soins de santé, les ingénieurs, les informaticiens. Ce n'est pas en jouant sur la mécanique salariale ou la dégressivité du chômage qu'on va résoudre cela.»*

Pour Marie-Hélène Ska, en ajoutant dans le jobsdeal certaines mesures comme la liaison des salaires à la productivité et non plus à l'âge, le gouvernement boute le feu dans une situation déjà tendue. *«On veut faire travailler les gens plus longtemps, et il faudrait que cela coûte moins cher à l'entreprise? Il n'y a plus que la lo-*

gique de l'actionnaire qui compte. Et cela, ça ne va pas. Ça ne va plus. On n'est plus sur la même planète!»